

Unité bidépartementale Calvados Manche
477 Boulevard de la Dollée
BP 70271
50001 Saint-lô

Saint-lô, le 06/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LTP Loisel

La Tourelle
50370 Brécey

Références : 2025-223
Code AIOT : 0005301353

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/04/2025 dans l'établissement LTP Loisel implanté Le Moulin Richard 50370 Le Grand-Celland. L'inspection a été annoncée le 28/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LTP Loisel
- Le Moulin Richard 50370 Le Grand-Celland
- Code AIOT : 0005301353
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par arrêté préfectoral du 28 mars 2018, la société LTP LOISEL est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de cornéenne avec une production maximale annuelle de 150 000 tonnes. Le site dispose également d'installations de traitement des matériaux, d'une centrale à béton et d'une station de transit de produits minéraux.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 12	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Modalités d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 27	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 29.1	Demande d'action corrective	2 mois
5	Rejets d'eau dans le milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 29.3	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Protection visuelle	Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 16/04/02	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
8	Suivi écologique	Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 39.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Limite des excavations	Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 21	Sans objet
6	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 37.4	Sans objet
9	Dispositions préliminaires	Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 16 avril 2025 avait pour objectif de contrôler le respect des prescriptions réglementaires fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 mars 2018.

L'exploitant devra veiller à transmettre annuellement le plan d'exploitation de la carrière à l'inspection des installations classées ainsi que s'assurer de la présence de rétentions pour l'ensemble des liquides susceptible de créer une pollution et enfin procéder à l'analyse des eaux rejetées dans le milieu naturel. Enfin, la réalisation des suivis écologiques et la plantation d'un boisement compensateur, prévues dans l'étude d'impact du site, devront être effectuées dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adapté à la superficie est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter et ses abords dans un rayon de 50 mètres,- les bords de la fouille,- les courbes de niveau,- les cotes d'altitude des points significatifs (niveau du fond de fouille, fronts, banquettes, stocks de matériaux,),- les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,- l'emprise des infrastructures (installations de traitement, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,- les équipements intervenant dans la gestion des eaux sur le site (réseaux, bassins, séparateur d'hydrocarbures,),- la pente maximale des pistes de circulation des véhicules et des engins,- la zone de transit des matériaux,- la zone de production de béton,- les zones de stockage des déchets inertes et des terres non polluées provenant de l'activité d'extraction,- les zones de stockage de déchets inertes issus d'apports extérieurs,- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection, ... Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et copie en est adressée à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement - unité départementale de la Manche. Un exemplaire est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Le 16 avril 2025, ce plan a pu être consulté dans le cadre de l'inspection, néanmoins, l'exploitant de la carrière du Grand Celland ne transmet pas celui-ci à la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) de Normandie de façon annuelle tel que prévu par son arrêté préfectoral. Aucun plan n'a été reçu depuis l'année 2018.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra sous 2 mois, puis au moins une fois par an, le plan d'exploitation mis à jour de sa carrière. Cet envoi peut être électronique (ubdcm.dreal-normandie@developpement-durable.gouv.fr) ou par courrier à l'adresse suivante : 477, boulevard de la Dollée BP 70271 50001 Saint-Lô Cedex.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Limite des excavations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 21
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bords des excavations sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 16 avril 2025, l'inspection a contrôlé les bords des excavations de la carrière. Ceux-ci sont bien tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Modalités d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitation de la carrière doit satisfaire aux conditions suivantes :</p> <p>22.1- L'extraction de matériaux est réalisée au moyen d'explosifs.</p> <p>22.2 - Les gradins auront une hauteur unitaire de 15 mètres maximum.</p> <p>Leur nombre sera limité à 5.</p> <p>La carrière est exploitée jusqu'à la côte minimale de + 77 m NGF.</p> <p>Les banquettes horizontales séparant chaque gradin auront une largeur au moins égale:</p> <ul style="list-style-type: none"> - à 15 mètres en cours d'exploitation lorsqu'elles sont destinées à être utilisées par des véhicules et à 5 mètres dans les autres cas, - à 3 mètres en fin d'exploitation. <p>22.3 - La hauteur des stocks de matériaux est limitée à 10 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 16 avril 2025, l'inspection a contrôlé par sondage les conditions d'exploitation de la carrière. La côte minimale d'exploitation est respectée, le point le plus bas identifié sur le plan d'exploitation est à 78 m NGF, soit au-dessus de la côte minimale de 77 m NGF prévue par l'arrêté préfectoral d'autorisation. De même, la largeur des banquettes horizontales séparant chaque gradin est respectée.</p> <p>Cependant, le plan d'exploitation présenté en inspection ne permet pas de s'assurer du non-dépassement de la hauteur maximale des gradins, ni du respect de la hauteur des stocks de</p>

matériaux.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmettra, sous 2 mois, le plan d'exploitation mis à jour avec suffisamment de relevés d'altitude afin de pouvoir contrôler la hauteur des gradins ainsi que la hauteur des stocks de matériaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 29.1
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
Prescription contrôlée : L'entretien, le lavage et le ravitaillement des engins en carburant est réalisé sur une aire étanche formant rétention selon une procédure écrite qui précise les mesures de prévention des pollutions accidentelles (en particulier mise à disposition d'un kit antipollution, présence obligatoire du conducteur d'engin pendant le remplissage des réservoirs.....). Tout stockage fixe ou mobile d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une cuvette de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés.
Constats : Le 16 avril 2025, l'inspection a contrôlé par sondage le bâtiment servant à réaliser l'entretien des véhicules (maintenance légère : vidange, changement de filtre, etc.), l'aire de lavage ainsi que l'aire servant au ravitaillement des engins en carburant. Conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation, les aires de lavage et de ravitaillement disposent chacune d'un séparateur à hydrocarbure afin de prévenir les pollutions accidentelles. Néanmoins, la présence de plusieurs fûts d'huile et d'AdBlue, ne disposant pas de rétention, a été constatée dans le bâtiment servant à l'entretien des engins.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant veillera à ce que, sous 2 mois, l'ensemble des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols soient associés à une rétention.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 5 : Rejets d'eau dans le milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 29.3

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites

Prescription contrôlée :

L'émissaire de rejet est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement.

[...]

Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5,
- le débit maximal est de 1 469 m³/j (17 l/s) (ce débit de rejet doit être garanti même en cas de phénomènes pluvieux importants),
- la température est inférieure à 30°C,
- les matières en suspension totale (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg/l,
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg/l,
- les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 5 mg/l.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l.

L'exploitant met en place un suivi permettant d'évaluer les débits journaliers d'eaux rejetées.

Les eaux rejetées au point identifié ci-dessus font l'objet d'une :

- mesure en continu du pH (au niveau du bassin de neutralisation),
- analyse semestrielle sur les paramètres MEST, DCO, hydrocarbures totaux,
- mesure annuelle de la modification de couleur du milieu récepteur.

Le bassin de neutralisation doit être équipé d'une alarme visuelle, en cas de valeur non conforme du pH, associée à une procédure écrite précisant les actions correctives à mettre en place en particulier en cas d'absence de personnel sur le site (par exemple l'arrêt de la pompe de relevage asservi au pH).

Ces eaux non conformes doivent faire l'objet d'une boucle supplémentaire avec un nouveau passage dans le bassin de neutralisation avant rejet dans le milieu naturel.

Les analyses sont effectuées selon les normes en vigueur. Les résultats sont communiqués à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la réception des résultats. En cas d'anomalie, l'inspection des installations classées en est informée dans les meilleurs délais avec tous les éléments d'appréciation et les mesures prises pour la corriger.

Constats :

Le 16 avril 2025, l'inspection a contrôlé par sondage les conditions de rejets des eaux de la carrière dans le milieu naturel.

<p>Le traitement des eaux est assuré par des bassins de décantation ainsi que par un bassin de neutralisation (traitement des eaux dans un trommel avec ajout de calcaire). Ce bassin est bien équipé d'une alarme visuelle en cas de valeur non-conforme du pH.</p> <p>La carrière du Grand-Celland dispose également d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement en amont du rejet des eaux.</p> <p>Un contrôle documentaire de l'évolution de la valeur du pH et de la température dans le bassin de traitement des eaux a été effectué. Il ressort de celui-ci que, entre le 18 février 2024 et le jour de l'inspection, ni la température, ni la valeur du pH n'ont dépassé les limites prévues par l'arrêté préfectoral d'autorisation de cette carrière.</p> <p>Cependant, le 16 avril 2025, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les résultats des analyses semestrielles sur les paramètres MEST, DCO et hydrocarbure totaux, ni les résultats de la mesure annuelle de la modification de couleur du milieu récepteur.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procédera, sous 2 mois, à l'analyse des eaux rejetées pour les paramètres suivants : MEST, DCO, hydrocarbures totaux et modification de couleur du milieu récepteur.</p> <p>Les résultats de ces analyses puis des suivantes, réalisées conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation de cette carrière, seront communiqués à l'inspection des installations classées dans le mois suivant la réception de ceux-ci par l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 37.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sans objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La carrière doit être pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie (extincteurs,...) appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur.</p> <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ils sont judicieusement répartis dans les installations.</p> <p>Pour assurer la défense extérieure contre l'incendie, une réserve naturelle ou artificielle d'eau d'un volume permanent minimal de 120 m³ est aménagée sur le site. Cette réserve incendie est signalée et son accessibilité est maintenue en toute circonstance. La réserve incendie est régulièrement nettoyée et curée.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 16 avril 2025, l'inspection a contrôlé les moyens de lutte contre l'incendie dont doit disposer l'exploitant de la carrière du Grand-Celland.</p> <p>Ce site dispose bien d'une réserve d'eau signalée et accessible pour assurer la défense extérieure</p>

contre l'incendie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Protection visuelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 16/04/02
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place tout aménagement paysager sous forme de merlons périphériques et de plantations permettant de réduire les impacts visuels et sonores sur les habitations riveraines en particulier du lieu-dit « La Sourdière » et de la Vallée de la Sée.</p> <p>L'exploitant doit conserver les haies et végétations arbustives existantes aux abords de la zone d'extraction.</p> <p>Le projet nécessite le défrichement d'un taillis de châtaigniers sur 0,46 ha qui sera compensé par la mise en place, dès la première phase d'exploitation, d'un boisement, au contact du bois défriché, sur la parcelle de prairie pâturée localisée à l'est (parcelle n° ZA 100) sur une surface de 0,38 ha.</p> <p>Ce boisement doit être constitué d'une plantation mixte de chêne pédonculé et de hêtre afin de constituer à terme une chênaie-hêtraie.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 16 avril 2025, l'inspection a procédé à un contrôle par sondage des aménagements paysagers prévus dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter de cette carrière.</p> <p>Il ressort de celui-ci que le boisement compensateur (prévu dans les mesures d'accompagnement au sein de l'étude d'impact) d'une surface de 0,38 ha n'a vraisemblablement pas été planté sur la parcelle de prairie pâturée localisée à l'est (parcelle n° ZA 100).</p> <p>Ce boisement devait être constitué d'une plantation mixte de chêne pédonculé et de hêtre afin de constituer à terme une chênaie-hêtraie.</p> <p>Le jour de l'inspection, cette zone était défrichée et servait à l'entreposage de déchets.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra, sous 2 mois, un plan d'action associé à la plantation de ce boisement compensateur d'une surface de 0,38 ha sur la parcelle n° ZA 100.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Suivi écologique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 39.3
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit veiller à la pérennité des mesures de protection de la biocénose et des habitats naturels.

Il doit établir sous un délai maximal de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté une convention « refuge » avec un organisme officiel chargé de la protection de la nature (Groupe Ornithologique Normand - GONm).

L'exploitant doit établir un cahier des charges ou protocole validé par un bureau d'études spécialisé dans le domaine de la biodiversité et du suivi écologique des milieux naturels.

En particulier, ce cahier des charges comprend un suivi de la présence et du développement des espèces protégées ou d'intérêt patrimonial ainsi que toute espèce végétale ou animale qui serait désignée comme nécessitant ultérieurement un tel suivi.

Ces suivis écologiques doivent permettre de vérifier l'efficacité des mesures de protection réalisées au cours de l'exploitation et de la remise en état.

Un rapport des suivis intégrant un commentaire sur la mise en œuvre de ces mesures et le cas échéant des propositions ou des préconisations pour les rendre plus efficaces doit être transmis tous les 5 ans à l'inspection (UDM de la Manche).

Le premier rapport devra être transmis avant le 28 février 2023.

Les suivis écologiques concernent les groupes biologiques suivants :

- les oiseaux : 4 campagnes de terrain par an (mois tournants pour couvrir tout le spectre annuel)
- mammifères chiroptères : 1 inventaire tous les 3 ans
- amphibiens : 1 inventaire tous les 3 ans
- reptiles : 1 inventaire tous les 3 ans
- odonates : 1 inventaire tous les 3 ans
- flore : 1 relevé floristique tous les 3 ans

Constats :

Le 16 avril 2025, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées un rapport de "suivi ornithologique de la carrière du Moulin Richard (le Grand-Celland)" réalisé par le Groupe Ornithologique Normand (GONm) en date du 24 décembre 2022. Celui-ci couvre la période 2019-2022 et fait état de douze sorties de terrain effectuées pendant les trois années couvertes par ce rapport. Enfin, il conclut à l'absence d'impact négatif sur l'avifaune.

Cependant, ce rapport ne porte que sur l'avifaune de la carrière. Or, les suivis écologiques doivent comprendre également les groupes biologiques suivants : mammifères chiroptères, amphibiens, reptiles, odonates et flores (un inventaire ou relevé tous les trois ans est prévu pour ces groupes dans l'arrêté préfectoral d'autorisation).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procédera, sous 4 mois, aux suivis écologiques pour l'ensemble des groupes biologiques prévus dans son arrêté préfectoral d'autorisation.

Un rapport présentant le bilan de ces suivis intégrant un commentaire sur la mise en œuvre des mesures de protection réalisées au cours de l'exploitation et le cas échéant des propositions ou des préconisations pour les rendre plus efficaces sera transmis à l'inspection des installations classées sous 6 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois

N° 9 : Dispositions préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/03/2018, article 16
Thème(s) : Risques chroniques, Sans objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>16.1 - Le bénéficiaire de la présente autorisation doit apposer, sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, les types de déchets admissibles et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le 16 avril 2025, l'inspection a pu constater la présence sur la voie d'accès à la carrière d'un panneau indiquant les informations prévues par son arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite